



Termes de Référence (TDR)

Recrutement d'un (e) consultant (e) pour la réalisation d'une étude comparative sur les formes de désinformation genrée au Sénégal et en Côte d'Ivoire et leurs implications

Titre de la consultation : Recherche et documentation des formes de désinformation genrée au Sénégal et en Côte d'Ivoire et leurs implications professionnelles, mentales et sociales

Type de contrat : Consultance

Durée de la consultation : 60 jours ouvrables

Recruteur : Bureau ARTICLE 19 Sénégal et Afrique de l'ouest/ Polaris Asso (Côte d'Ivoire)

Rapporte à : ARTICLE 19 et Polaris Asso (Equipe programmes)

Relations clés : Équipe des Projets et Programme, Administration, Equipe internationale de Communication et Campagnes, Directions

Heures de travail : Le/la consultant(e) travaille à son rythme, tant que les délais sont respectés.

Lieu : Le/la consultant(e) exécutera la mission à distance, avec des réunions virtuelles régulières

A propos de ARTICLE 19

ARTICLE 19 est une organisation de réflexion et d'action qui promeut deux libertés interdépendantes, la liberté d'expression et l'accès à l'information, en vue d'un monde où toutes les personnes peuvent s'exprimer librement et participer activement à la vie publique sans crainte de discrimination. Notre stratégie globale s'articule autour de :

- **PENSER :** Recherches de pointe et Analyses juridiques et des politiques pour favoriser le changement au niveau institutionnel.
- **AGIR :** Renforcement des capacités des acteurs en première ligne de l'expression.
- **PROPULER LE CHANGEMENT :** Plaidoyer, Campagnes et Innovation dans le mouvement global pour la liberté d'expression.

Pour ce faire, nous travaillons sur cinq thèmes clés :

- Promouvoir l'indépendance des médias ;
- Améliorer l'accès à l'information ;
- Protéger les journalistes ;
- Elargir l'espace civique ; et placer les droits humains au cœur du développement des espaces numériques.

Notre nom s'inspire de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, que nous cherchons à défendre, protéger et étendre à travers le monde dans toutes nos activités :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

À Propos de Polaris Asso

Présente dans cinq pays, Polaris Asso est une association internationale opérant depuis Dakar et qui utilise le numérique comme point d'ancrage et prétexte pour travailler sur les défis de la jeunesse. L'action de Polaris Asso s'inscrit dans une logique de promotion de la protection, de l'engagement citoyen, de l'insertion professionnelle et de l'autonomisation des jeunes et des femmes dans un monde numérique en pleine mutation.

Les missions de Polaris Asso :

- **Produire des connaissances** en menant la réflexion et le débat sur les enjeux du numérique et l'engagement citoyen.
- **Mener des actions** en concevant des programmes à fort impact permettant l'appropriation des compétences numériques, l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des femmes.
- **Influencer les décideurs** à mettre en place un système d'apprentissage, des politiques publiques efficaces donnant aux jeunes les outils d'une citoyenneté numérique responsable et de leur autonomisation.

1. Contexte et justification

La désinformation genrée est devenue, en Afrique de l'Ouest, une menace croissante pour la consolidation démocratique et la promotion de l'égalité de genre. Elle se définit comme la diffusion délibérée d'informations fausses, manipulées ou trompeuses à caractère sexiste, visant à discréditer les femmes et à réduire leur participation à la vie publique. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) la considère comme un « sous-ensemble d'abus sexistes en ligne », exploitant des narratifs mensongers pour dissuader les femmes d'occuper l'espace public et politique.

Ce phénomène s'appuie sur des normes socioculturelles profondément sexistes, sur une faible maîtrise des outils numériques par une grande partie de la population et sur l'absence de régulation efficace des contenus en ligne. Il en résulte un terrain propice à la prolifération de campagnes de désinformation qui ciblent particulièrement les femmes en politique, mais aussi les journalistes, influenceuses et jeunes leaders engagées.

Les plateformes numériques (Facebook, WhatsApp, TikTok, Twitter/X) sont devenues des canaux privilégiés de diffusion de ces fausses informations. Avec l'essor de l'intelligence artificielle et des outils de manipulation d'images et de vidéos (deep fakes, montages), ces campagnes acquièrent une sophistication inédite. Elles prennent la forme de rumeurs, de contenus sexualisés, de discours misogynes et de narratifs stéréotypés, largement relayés à des périodes sensibles comme les élections.

Les récentes élections au Ghana, au Nigeria, au Sénégal et en Côte d'Ivoire ont illustré à quel point la désinformation genrée est utilisée comme une arme politique. Les femmes candidates, élues ou actrices de la société civile deviennent les principales cibles d'attaques visant à déstabiliser leur crédibilité, les discréditer publiquement et les décourager de s'engager. Ces campagnes s'apparentent ainsi à une forme de violence politique numérique, qui marginalise les femmes et compromet la représentativité démocratique.

Les impacts de la désinformation genrée sont profonds et multidimensionnels :

- Sur le plan professionnel, elle altère la réputation et l'image publique des femmes, pouvant nuire à leur carrière, limiter leurs opportunités et réduire leur influence dans les sphères décisionnelles.
- Sur le plan mental et psychologique, les victimes subissent du stress, de l'anxiété et un sentiment d'insécurité, liés à la stigmatisation et au harcèlement en ligne.
- Sur le plan social, elle renforce l'exclusion, normalise la marginalisation des femmes et alimente les inégalités de genre déjà présentes dans les sociétés ouest-africaines.

Si la désinformation genrée est une réalité dans l'ensemble de la région, ses manifestations varient selon les contextes nationaux. Au Sénégal et en Côte d'Ivoire, les environnements politiques et sociaux présentent à la fois des similitudes (forte mobilisation citoyenne, usage massif des réseaux sociaux) et des différences (cadres réglementaires, cultures politiques, rôle des institutions). Une étude comparative permettra d'analyser comment ces deux pays, chacun à sa manière, voient la désinformation genrée influencer la participation publique des femmes.

2. Objectif général

Conduire une analyse comparative des formes de désinformation genrée au Sénégal et en Côte d'Ivoire, et documenter leurs implications professionnelles, mentales et sociales sur les femmes engagées dans l'espace public. L'étude couvrira une période de 6 mois autour de l'élection présidentielle de mars 2024 au Sénégal (3 mois avant et 3 mois après) et de trois mois avant à un mois après l'élection présidentielle d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire (avril 2025 - novembre 2025), conformément à la date de fin de la recherche.

3. Objectifs spécifiques

- Identifier et analyser les formes de désinformation genrée en examinant les types de contenus (rumeurs, narratifs sexualisés, images manipulées, deep fakes, mèmes, tweets, hashtags, vidéos, etc.), les canaux de diffusion (médias traditionnels, plateformes numériques, applications de messagerie), les tendances ou schémas récurrents dans leur utilisation, ainsi que les acteurs impliqués (initiateurs, diffuseurs, réseaux organisés ou individus).
- Collecter et analyser des données quantitatives issues des plateformes numériques (réseaux sociaux, forums, blogs, etc.) afin d'identifier les groupes les plus ciblés par les campagnes de désinformation genrée en ligne, notamment les élues, candidates, journalistes, influenceuses et jeunes leaders.

- Analyser les conséquences de la désinformation genrée sur la participation politique et citoyenne des femmes, leur carrière professionnelle et leur crédibilité et leur santé mentale et bien-être social.
- Comparer les dynamiques de désinformation genrée entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire afin d'identifier les similitudes et différences dans les types de contenus, les canaux de diffusion, les tendances récurrentes et les acteurs impliqués, en prenant en compte leurs contextes socio-politiques respectifs. Cette comparaison doit permettre de comprendre comment les spécificités politiques, sociales et culturelles influencent la nature et l'impact de la désinformation genrée, et d'orienter des réponses adaptées à chaque pays.
- Proposer des recommandations et des pistes de solutions pour renforcer la résilience des femmes face à la désinformation genrée, en structurant ces informations pour que le futur Chatbot qui sera développé sur base des données de la recherche puisse :
 - Conseiller les femmes sur l'identification, la résistance et la réaction aux contenus de désinformation (formation, éducation aux médias, outils de fact-checking).
 - Informer le Chatbot sur les stratégies systémiques mises en œuvre par les médias, la société civile, les plateformes numériques et les institutions pour réduire la circulation et l'impact de la désinformation (plaidoyer, sensibilisation, régulation).

L'objectif est que le Chatbot dispose de connaissances contextualisées et actionnables pour guider à la fois les femmes directement et les acteurs du système plus large.

4. Méthodologie attendue

Le/la consultant (e) mènera une recherche mixte combinant :

- **Revue de littérature** : études académiques, rapports d'ONG, articles de presse, jurisprudences, etc.
- **Collecte quantitative** : statistiques issues de fact-checkers (nombre de fake news genrées recensées, canaux de diffusion, périodes électorales, etc.).
- **Collecte qualitative** :
 - 10 à 20 Entretiens semi-directifs avec journalistes, activistes, psychologues, élues, candidates et influenceuses ;
 - 3 à 5 focus groupes avec des femmes engagées dans la vie citoyenne ;
 - Témoignages de victimes de désinformation genrée.
- **Analyse comparative** : mise en perspective des données Sénégal / Côte d'Ivoire.

NB : Le (la) consultant est encouragé à intégrer dans la collecte de données des techniques de déconstruction des fake news et de recherche en sources ouvertes (OSINT). Bien que l'étude doive couvrir de manière générale les domaines énoncés dans les objectifs, le (la) consultant sera tenus de proposer et de justifier les approches méthodologiques qu'ils jugent les plus appropriées.

5. Résultats attendus

- Un **rapport de recherche complet** comprenant :
 - ✓ Une cartographie des formes et des impacts (professionnels, mentaux, sociaux) de la désinformation générée, en explorant et documentant les différentes manifestations et leurs conséquences.
 - ✓ Une comparative des formes et impacts identifiés, entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire, afin de mettre en lumière similitudes, divergences et facteurs contextuels explicatifs.
 - ✓ Témoignages illustratifs et études de cas ;
 - ✓ Recommandations stratégiques pour les acteurs institutionnels, médias, société civile et plateformes numériques.
 - ✓ Un résumé exécutif (2 pages max) accessible au grand public.
 - ✓ Une présentation des résultats lors d'un webinaire réunissant 75 à 100 participants (société civile, médias, personnalités publiques).

6. Profil recherché

Le/la consultant (e) (ou équipe de recherche) devra avoir :

- Une solide expérience en recherche sur le genre, la gouvernance, la désinformation ou la participation politique en Afrique de l'Ouest ;
- Une connaissance avérée des contextes sociopolitiques du Sénégal et de la Côte d'Ivoire ;
- Une maîtrise des méthodes de recherche qualitatives et quantitatives ;
- Des compétences en analyse des médias numériques et du Fact-checking ;
- Une capacité à produire des rapports analytiques clairs et rigoureux ;
- Une excellente maîtrise du français (et idéalement connaissance des langues locales).

7. Livrables

1. Note méthodologique et plan de travail détaillé (au démarrage).
2. Rapport provisoire soumis pour relecture et commentaires.
3. Rapport final consolidé (15- 20 pages).
4. Résumé exécutif (2 pages).
5. Présentation PowerPoint pour le webinaire.
6. Transcription des données quantitatives collectées, notes des entretiens et de groupes de discussion, formulaires de consentement des participants

8. Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée de **60 jours** à compter de la signature du contrat. Le (la) consultant(e) choisi(e) doit fournir ses propres matériels de travail (ordinateur, imprimante, téléphone,). Le/la consultant(e) prend en charge les déplacements, au niveau national et/ou à l'intérieur de la région.

9. Supervision et coordination

Le/la consultant (e) travaillera sous la supervision d'ARTICLE 19 et Polaris. Nous assurerons un suivi régulier et coordonné du déroulement de la mission.

- ARTICLE 19 et Polaris valideront conjointement la note méthodologique, les livrables intermédiaires et le rapport final.
- Des réunions de suivi (en ligne ou en présentiel) seront organisées à intervalles réguliers pour examiner l'avancement des travaux, partager les observations et orienter les ajustements nécessaires.

10. Composition dossier de candidature

Les candidat (es) intéressé (es) doivent soumettre :

- Une proposition technique détaillant la compréhension des TDR, la méthodologie proposée et le chronogramme de travail ;
- Une proposition financière (budget détaillé en FCFA ou Euro) comprise entre 4500 Euro et 5000 Euro ;
- Un CV actualisé et/ou le profil de l'équipe de recherche (le cas échéant) ;
- Exemples de travaux similaires menées en Afrique de l'Ouest.

Les candidatures sont à envoyer à senegal.westafrica@article19.org avec pour objet : « Candidature – Étude comparative sur la désinformation générée ».

La date limite de dépôt de la candidature est fixée pour le 10 octobre 2025 avant minuit heure GMT.

Les courriels ou les dossiers de candidature envoyés au-delà de cette limite ne seront pas considérés.

11. Modalités de paiement

Étape	Tranche	Remarques
Après présentation et validation des méthodologies, plan du travail, calendrier de réalisation	45%	Après la signature du contrat, la méthodologie proposée par le (la) consultant(e) sera discutée avant d'être validée par ARTICLE 19 et Polaris
Après remise des livrables	45%	Versions papier et en format numérique
Après restitution lors du webinaire et approbation par ARTICLE 19 et Polaris	10%	Cette étape pourra atteindre un délai

		maximum de trois (3) semaines après la remise des livrables.
--	--	--